

DOCUMENT PRÉPARÉ PAR :



**GLOBAL
INITIATIVE**
AGAINST TRANSNATIONAL
ORGANIZED CRIME

GUIDE PRATIQUE DE L'ENQUÊTEUR

Observer, analyser, agir contre la criminalité
transnationale organisée en Afrique centrale

© 2026 Global Initiative Against Transnational Organized Crime.
Tous droits réservés.

Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite ou transmise sous
quelque forme ou par quelque moyen que ce soit sans l'autorisation écrite de
l'Observatoire sur le crime organisé et la violence en Afrique Central.

Couverture : © *Sia Kambou/AFP via Getty Images*

Veuillez adresser vos demandes de renseignements à :
The Global Initiative Against Transnational Organized Crime
Avenue de France 23
Genève, CH-1202
Suisse

www.globalinitiative.net

Sommaire

Contexte	1
Module 1 : Définir l'impact recherché	2
Définir vos objectifs : comprendre le problème pour mieux agir	4
Module 2 : Planification de l'enquête et de l'observation	5
Identification de pistes crédibles	6
Le rôle des hypothèses dans l'élaboration d'une enquête	7
Décider de lancer une enquête	8
Planification stratégique	9
Module 3 : Techniques de collecte d'informations	13
Catégories d'informations à recueillir	14
Sources primaires et secondaires	14
Traitement et organisation des informations recueillies	18
Module 4 : Recherche en sources ouvertes	19
Sources d'information OSINT	20
Principaux outils et plateformes pour les enquêteurs	21
Module 5 : Enjeux éthiques pour les enquêteurs	23
Pourquoi l'éthique est essentielle	24
La question de la rémunération des sources	26
Éviter les pièges de la manipulation	26
Éthique et conflits d'intérêts	26
Gérer les relations avec des sources sensibles	26
Principes éthiques pour la présentation des résultats	27
Établir des règles encadrant les pratiques internes de l'organisation	27
Faire de l'éthique un levier stratégique	27
Module 6 : Questions de sécurité — sécurité physique, numérique et politique	28
Intégrer la sécurité dès la phase de planification	29
Sécurité physique des personnes et sécurité opérationnelle	29
Sécurité numérique et protection des données	30
Pressions politiques et sécurité psychologique	31
Préparation et réponse aux incidents	32

Module 7 : Analyse, traitement de l'information et rédaction de rapports	33
Organisation et centralisation des données recueillies	34
Analyse des faits et recoupement des données	35
Rédaction d'un rapport ou d'un dossier d'enquête	35
Module 8 : Plaidoyer et communication	38
Différences entre le plaidoyer et la communication	39
Les principales étapes de l'élaboration d'une stratégie de plaidoyer	40
Concevoir une campagne de communication efficace	41
Gérer les représailles et protéger les porte-parole	41
Module 9 : Suivi et évaluation	42
Intégrer le S&E dès la phase de planification	43
Définir des indicateurs de S&E	43
Organiser le suivi après l'enquête ou la campagne	44
Organiser des séances de bilan en interne	44
Associer les communautés à l'évaluation	44
Évaluation des effets à long terme	45
Mettre en valeur les résultats et les enseignements tirés	45
Appendice 1 : Modèle de plan d'enquête	46
Appendice 2 : Formulaire de consentement des sources	48
Appendice 3 : Modèle de lettre de plainte officielle ou communautaire	49
Appendice 4 : Modèle de lettre aux autorités locales pour signaler des préoccupations ou solliciter une réunion	50
Appendice 5 : Outils et plateformes utiles	51
Ressources	52

Contexte

La criminalité organisée en Afrique centrale représente un défi majeur et en constante évolution pour la gouvernance, la stabilité économique et la cohésion sociale. Elle s'appuie sur des réseaux adaptatifs, souvent transnationaux, qui exploitent des vulnérabilités structurelles telles que la porosité des frontières, la présence inégale de l'État et l'abondance des ressources naturelles. Les marchés illicites — notamment le trafic de marchandises et d'armes, l'exploitation illégale des ressources naturelles, l'exploitation minière informelle et la traite des êtres humains — ne sont pas des phénomènes isolés, mais des systèmes interdépendants reposant sur des mécanismes logistiques, financiers et de protection.

Dans de nombreux contextes, ces dynamiques criminelles s'inscrivent dans des systèmes politiques et économiques plus larges et se recoupent parfois avec les activités des pouvoirs publics, d'acteurs privés ou de groupes armés. Cette situation favorise la corruption, fragilise les institutions et, dans certains cas, alimente l'insécurité et la violence. Malgré son ampleur, la criminalité organisée demeure difficile à documenter en raison d'un accès limité à des données fiables, de l'opacité de ses activités et d'importantes contraintes juridiques et sécuritaires.

Les enquêtes sur la criminalité organisée sont intrinsèquement complexes. Elles impliquent de travailler à partir d'informations fragmentaires, sensibles ou dissimulées, d'évoluer dans des environnements marqués par le risque et l'incertitude, et de traiter des questions susceptibles d'avoir des implications politiques ou économiques. Il ne s'agit pas d'un processus linéaire et il produit rarement des résultats immédiats ou complets. Elle exige de la rigueur analytique, de la discipline méthodologique, une solide éthique professionnelle et un grand discernement professionnel.

Ce guide a été conçu pour accompagner les organisations de la société civile, les journalistes d'investigation, les chercheurs et les acteurs communautaires qui s'emploient à comprendre ces dynamiques et à y répondre. Il propose une méthodologie à la fois structurée et souple, qui couvre l'ensemble du cycle d'une enquête, depuis la définition des objectifs jusqu'à l'évaluation de son impact.

Le processus débute par la définition de l'impact recherché (module 1), afin que l'enquête repose sur une compréhension claire du problème et soit guidée par des objectifs précis et mesurables. Il se poursuit par la planification de l'enquête (module 2), qui comprend notamment l'identification de pistes, la formulation d'hypothèses, l'organisation des ressources et l'anticipation des contraintes.

L'efficacité d'une enquête repose sur la capacité à recueillir et à organiser des informations (module 3) provenant de diverses sources, notamment d'entretiens, d'observations de terrain et de documents. Cette démarche est complétée par la recherche en sources ouvertes (module 4), qui offre des outils précieux pour identifier les acteurs et corroborer les informations recueillies.

Tout au long du processus, le respect des principes éthiques (module 5) et la prise en compte des enjeux de sécurité (module 6) sont essentiels pour garantir la crédibilité de l'enquête, protéger les sources et atténuer les risques. La transformation des informations en éléments de preuve repose sur l'analyse et la vérification (module 7), permettant ainsi de produire des résultats cohérents et exploitables.

Pour produire un véritable impact, les enquêtes doivent s'accompagner de stratégies de plaidoyer et de communication (module 8), destinées à informer les parties prenantes et à influencer les processus décisionnels. Enfin, le suivi et l'évaluation (module 9) permettent aux acteurs concernés d'évaluer les résultats, de tirer les enseignements de l'expérience et d'améliorer leurs interventions futures.

Ensemble, ces éléments constituent un cadre méthodologique intégré conçu pour appuyer la conduite d'enquêtes rigoureuses, sûres et porteuses d'impact. Ce guide encourage une approche professionnelle, adaptable et sensible au contexte, contribuant à renforcer la production de connaissances, à éclairer l'action et à promouvoir des systèmes de gouvernance plus responsables en Afrique centrale.

Définir l'impact recherché

Module 1

Avant d'entreprendre une enquête sur la criminalité organisée, il est essentiel de définir clairement l'objectif recherché. Les enquêtes sur les marchés criminels peuvent poursuivre différents objectifs : documenter l'existence d'un réseau, comprendre le fonctionnement des filières de trafic, mettre en lumière les interactions ou les complicités institutionnelles, ou produire des données utiles aux décideurs publics.

Définir clairement l'impact recherché permet d'éviter deux écueils fréquents :

- >> des enquêtes trop ambitieuses, qui dispersent les ressources ;
- >> des enquêtes trop limitées, qui ne permettent pas de comprendre les mécanismes criminels.

Dans le cadre d'une enquête sur la criminalité organisée, l'objectif peut notamment consister à :

- >> dresser une cartographie des acteurs impliqués dans un marché illicite ;
- >> clarifier les objectifs et la théorie du changement ;
- >> identifier les itinéraires de trafic et les points de passage stratégiques.

La réalisation de cet objectif exige une planification rigoureuse, notamment :

- >> identifier les travaux de recherche susceptibles d'illustrer et d'étayer cet objectif, ainsi que les domaines de recherche prioritaires ;
- >> définir la méthodologie de collecte des données ;
- >> élaborer une stratégie de sécurité physique et numérique ;
- >> anticiper les besoins et veiller à la disponibilité des ressources — humaines, logistiques et financières — nécessaires à la réalisation des objectifs ;
- >> veiller, à chaque étape, à ce que la stratégie de recherche reste alignée sur l'impact recherché ;
- >> jeter les bases d'une stratégie de plaidoyer et de communication appelée à évoluer au fil du temps.

Dans ce module, la planification est conçue comme une démarche collaborative. Il est important de désigner un responsable chargé de coordonner un groupe de travail restreint au sein de l'équipe de recherche. Ce groupe restreint doit partager une vision commune des objectifs à atteindre, de la méthodologie à appliquer et des ressources à mobiliser. Ce groupe doit être fondé sur la confiance, la solidarité et le soutien mutuel. À son tour, ce groupe devra nouer d'autres relations de confiance afin d'élargir la chaîne d'information au service d'un objectif commun : le changement.

Définir l'impact recherché consiste à donner une orientation stratégique à vos actions, à maximiser leur capacité à mobiliser les parties prenantes et à veiller à ce que les ressources investies produisent des effets concrets et mesurables.

Définir vos objectifs : comprendre le problème pour mieux agir

Avant de définir un objectif, il est essentiel de bien comprendre le problème que vous souhaitez résoudre. Cette étape repose sur des faits, des données fiables et des connaissances acquises sur le terrain ou issues de recherches documentaires. Une formulation claire du problème vous permet ensuite de définir un objectif qui guidera votre travail : recherche, plaidoyer, mobilisation communautaire ou communication.

Définissez clairement le problème

Il s'agit de décrire ce qui est observé, pourquoi cela constitue un problème et qui en est affecté.

Exemple : L'expansion des réseaux de criminalité organisée contribue à la prolifération de la violence armée, affaiblit l'autorité de l'État, alimente l'insécurité dans les zones urbaines et rurales, et expose les populations civiles — en particulier les jeunes et les communautés vulnérables — à des risques accrus de violence, d'exploitation et de marginalisation.

Une formulation claire du problème doit être factuelle, neutre, bien étayée et compréhensible pour un public non spécialiste.

Définissez un objectif SMART

Une fois le problème identifié, l'étape suivante consiste à définir le changement que vous souhaitez apporter. Pour ce faire,

- >> **Spécifique** : l'objectif doit être clair et sans ambiguïté.
- >> **Mesurable** : les progrès doivent pouvoir être mesurés.
- >> **Atteignable** : l'objectif doit être réalisable avec les ressources dont vous disposez.
- >> **Réaliste** : l'objectif doit tenir compte du contexte politique, social et institutionnel.
- >> **Temporellement défini** : fixez une échéance ou un calendrier.

Affinez votre objectif

Un objectif bien défini vous permet de :

- >> définir les priorités de la recherche, notamment les thèmes, les sources, les méthodes et le niveau de preuve requis ;
- >> anticiper les risques et élaborer des stratégies d'atténuation ;
- >> définir les impacts recherchés, par exemple fournir des informations aux autorités chargées de l'application de la loi afin de lutter contre l'impunité, ou amener les législateurs à modifier une loi ;
- >> orienter la stratégie de plaidoyer, par exemple en définissant les publics cibles (autorités locales, législateurs, médias, communautés, etc.) ;
- >> adapter les outils de communication aux publics cibles.

Les exigences en matière de preuve, d'analyse et de documentation varieront en fonction de votre objectif. D'où l'importance de clarifier l'objectif dès le départ afin de structurer efficacement votre démarche. Renforcer la transparence dans la gestion des fonds publics en contribuant à réduire les pertes financières et la corruption.

Planification de l'enquête et de l'observation

Module 2

Dans des contextes fortement marqués par la criminalité organisée et la violence armée, une enquête ne peut reposer sur une idée abstraite ; elle doit avant tout s'ancrer dans les réalités du terrain. Ce qu'il est à la fois possible et pertinent d'étudier dépendra de la dynamique locale, des risques encourus, des acteurs en présence et des informations disponibles. Tous les sujets ne se prêtent pas nécessairement à une enquête ; dès le départ, le choix doit être guidé par des objectifs clairs et réalistes, adaptés aux capacités de l'équipe et aux exigences propres au contexte.

Identification de pistes crédibles

Avant toute planification, l'équipe doit déterminer si elle dispose de pistes crédibles et fiables justifiant l'ouverture d'une enquête. Une piste crédible ne repose jamais sur une rumeur ou une simple intuition, mais sur un ensemble d'éléments préliminaires concordants :

- >> Des entretiens concordants
- >> Des documents internes ou administratifs
- >> Des observations directes
- >> Des images ou des données géospatiales
- >> Des éléments de preuve matériels ou numériques
- >> Des recoupements provenant de sources indépendantes, y compris de médias crédibles

Ces éléments, parfois fragmentaires, vous permettent de reconstituer un puzzle dont il manque certaines pièces : une structure, un mécanisme, un réseau ou un événement peuvent commencer à se dessiner, mais certaines informations essentielles à l'établissement des faits et à la reconstitution du puzzle font encore défaut.

C'est précisément à partir de ce puzzle incomplet que commence la formulation d'hypothèses, une étape préliminaire indispensable à toute planification d'une enquête.

Importance et limites des enquêtes communautaires menées par des agents de liaison communautaire dans les contextes de criminalité organisée et de violence armée

Importance et limites des enquêtes communautaires menées par des agents de liaison communautaire dans les contextes de criminalité organisée et de violence armée. Ancrés au cœur des dynamiques sociales locales, ces acteurs possèdent une connaissance approfondie de leur environnement immédiat, des pratiques qui s'y déroulent et des évolutions qui influent sur la sécurité de leur communauté. Leur proximité avec la population et leur connaissance des réalités du terrain leur permettent d'accéder à des informations souvent difficiles à recueillir pour des acteurs extérieurs.

Dans de nombreux contextes marqués par l'insécurité, les communautés locales comptent parmi les premières victimes de la criminalité et de la violence armée. Les agents de liaison communautaire peuvent ainsi jouer un rôle déterminant en contribuant à :

- >> la détection précoce de signes d'activités criminelles ou de violence armée, tels que des mouvements inhabituels de groupes armés, des activités de trafic illicite ou des modes de recrutement ;
- >> la collecte et la documentation d'informations de terrain à partir d'observations directes, de témoignages et d'éléments de contexte, afin de mieux comprendre les dynamiques locales ;

- >> le signalement aux organisations ou structures d'appui compétentes des situations à haut risque ou des évolutions préoccupantes ;
- >> l'orientation des enquêtes ultérieures par la fourniture d'informations préliminaires facilitant l'identification des priorités d'analyse et d'intervention.

Grâce à leur ancrage local, les agents de liaison communautaire contribuent ainsi à renforcer la capacité des organisations de la société civile, des chercheurs et des institutions à comprendre les réalités locales de la criminalité organisée et de la violence armée, tout en valorisant les connaissances et l'expertise des communautés directement touchées.

Toutefois, si les enquêtes communautaires constituent une étape essentielle de la collecte d'informations et de la détection précoce des situations problématiques, elles présentent également des limites. Grâce à leur ancrage local, les agents de liaison communautaire contribuent ainsi à renforcer la capacité des organisations de la société civile, des chercheurs et des institutions à comprendre les réalités locales de la criminalité organisée et de la violence armée, tout en valorisant les connaissances et l'expertise des communautés directement touchées.

En outre, les informations recueillies au niveau local ne permettent pas toujours, à elles seules, de reconstituer l'ensemble des mécanismes à l'œuvre au sein des réseaux criminels, qui opèrent souvent à plusieurs niveaux et s'étendent au-delà des frontières locales. Il devient dès lors nécessaire de compléter les enquêtes communautaires par des investigations plus structurées, permettant le recoupement des sources, l'analyse des flux financiers et logistiques, l'identification des acteurs impliqués et la documentation des chaînes de responsabilité.

Les enquêtes communautaires menées par des agents de liaison communautaire constituent un socle essentiel pour comprendre les phénomènes de criminalité organisée et de violence armée. Toutefois, leur efficacité et leur impact sont renforcés lorsqu'elles s'inscrivent dans un dispositif d'investigation plus large, associant une expertise technique, une analyse approfondie et des mécanismes institutionnels capables de transformer les informations recueillies en actions concrètes et durables.

Le rôle des hypothèses dans l'élaboration d'une enquête

Les hypothèses sont des propositions explicatives provisoires qui permettent de donner un sens aux fragments d'information déjà recueillis. Elles ne constituent ni des preuves ni des conclusions ; ce sont des explications possibles que l'enquête permettra de confirmer, d'affiner ou d'écarter. Elles jouent ainsi un rôle essentiel en transformant des données brutes, des entretiens, des documents, des images et des observations en hypothèses susceptibles d'être vérifiées, qui orientent le processus d'investigation.

Chaque hypothèse d'investigation permet de définir des actions concrètes, d'identifier les ressources nécessaires et d'orienter la démarche méthodologique. Elle sert de cadre opérationnel pour organiser la collecte d'informations et structurer l'analyse.

Par exemple, si les premières informations laissent supposer l'existence d'un trafic d'armes dans une zone frontalière, une hypothèse pourrait être la suivante : *des armes seraient acheminées par des itinéraires frontaliers précis en s'appuyant sur des réseaux informels de transit*. Cette hypothèse pourrait ensuite être vérifiée en identifiant les itinéraires de transit, en observant les mouvements suspects et en recueillant des informations auprès d'acteurs locaux.

Si plusieurs témoignages font état du recrutement de jeunes par des groupes armés, une hypothèse pourrait être la suivante : *des groupes armés recruteraient activement des jeunes par l'intermédiaire de réseaux communautaires locaux ou d'établissements scolaires*. Cette hypothèse pourrait être vérifiée en recoupant les témoignages et en menant des échanges avec les responsables communautaires et les institutions concernées.

Si les informations recueillies font état d'enlèvements ou d'actes d'extorsion, une hypothèse pourrait être la suivante : *un réseau criminel structuré opérerait dans la zone et coordonnerait les activités d'enlèvement et d'extorsion*. Cette hypothèse pourrait être vérifiée en analysant les régularités observées, en identifiant les zones d'activité et en examinant les circuits de communication et les flux financiers.

Ainsi, les hypothèses servent de fil conducteur pour transformer des informations incomplètes en plans de travail structurés. Elles permettent de déterminer ce qui doit être vérifié, où, comment et avec quelles ressources. Elles servent de repères méthodologiques et de filtres, permettant d'écarter les pistes non pertinentes, d'évaluer la faisabilité et d'allouer efficacement les ressources.

En résumé, les hypothèses font le lien entre l'intuition éclairée acquise sur le terrain et la planification stratégique. Elles permettent de déterminer si l'enquête est pertinente au regard des objectifs initiaux et si elle est réalisable, sûre et méthodologiquement robuste.

Décider de lancer une enquête

Entre l'identification de pistes crédibles et la mobilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre d'opérations sur le terrain, il est essentiel d'évaluer si une enquête est réaliste et réalisable. Posez-vous les questions suivantes :

- >> **Objectifs et impact potentiel :** L'enquête s'inscrit-elle clairement dans les objectifs stratégiques définis (mandat, priorités thématiques, besoins en matière de plaidoyer) ? Offre-t-elle un réel potentiel d'impact — en termes de changement, de sensibilisation ou de redevabilité — ou une autre organisation (journalistes spécialisés, ONG internationales, instituts de recherche) serait-elle mieux placée pour la mener ?
- >> **Contraintes de temps :** L'enquête peut-elle être menée dans les délais du projet sans compromettre la qualité des travaux ni la sécurité des équipes ?
- >> **Ressources humaines, techniques et financières :** Disposez-vous des compétences, de l'appui technique et du budget nécessaires ? Disposez-vous de partenariats locaux fiables et sûrs ?
- >> **Risques sécuritaires, juridiques et politiques :** L'enquête est-elle susceptible d'exposer l'équipe, les communautés concernées ou les données recueillies à des menaces potentielles ?
- >> **Faisabilité logistique :** La zone est-elle accessible ? Les infrastructures et les données sont-elles disponibles et d'une qualité suffisante ? Existe-t-il des contraintes liées à la présence d'acteurs sensibles ou aux conditions environnementales locales ?

Processus décisionnel de lancement d'une enquête



1 Identifier des pistes crédibles

Il s'agit de pistes étayées par plusieurs éléments concordants (témoignages, documents, images, observations).

2 Mettre les pistes en regard des objectifs

Vérifier qu'elles correspondent aux priorités stratégiques de l'organisation.

3 Évaluer la faisabilité

Confirmer que vous pouvez mener l'enquête à bien compte tenu de son contexte, ainsi que du temps et des ressources dont vous disposez.

Planification stratégique

Une fois la faisabilité confirmée, l'enquête peut être structurée de manière à optimiser la sécurité, l'efficacité et l'impact. La planification stratégique est le processus essentiel qui consiste à transformer une idée d'enquête préliminaire, encore incertaine et fragmentaire, en une mission réaliste, alignée sur les objectifs définis. Elle permet aux enquêteurs de définir les conditions nécessaires pour garantir l'efficacité, la sécurité et l'impact de l'enquête.

Liste de contrôle avant de lancer une enquête :

- >> Identification des besoins en ressources humaines et techniques
- >> Élaboration du budget
- >> Élaboration du calendrier
- >> Prévention et gestion des crises

Constitution de l'équipe

La réussite d'une enquête repose sur une équipe aux compétences complémentaires et aux rôles clairement définis.

Exemple d'équipe d'enquête

Rôle	Fonction principale
Coordinateur/Chef de projet	Supervise la logistique, le budget et le respect du calendrier. Veille à ce que les objectifs soient atteints à chaque étape.
Enquêteur principal	Recueille des informations sur le terrain, vérifie les hypothèses et explore de nouvelles pistes.
Analyste	Vérifie et recoupe les informations et les données ; effectue des recherches en sources ouvertes ; réalise des revues de la littérature ; et compile, organise et sécurise les informations pertinentes.
Conseiller juridique	Fournit des conseils juridiques sur le cadre juridique applicable aux questions faisant l'objet de l'enquête. Veille au respect des lois et des règlements et limite les risques juridiques pour l'équipe (diffamation, troubles à l'ordre public, poursuites éventuelles).
Responsable de la sécurité	Évalue les risques, gère les alertes et coordonne les mesures d'urgence.
Fixeur/Agent de liaison communautaire	Facilite l'accès au terrain et aux contacts locaux, sert d'intermédiaire pour recueillir des images, des documents et des témoignages, et favorise l'acceptation de l'équipe par les communautés concernées par l'enquête. Assure le relais des informations relatives à la sécurité et tient l'équipe d'enquête informée de la situation sécuritaire sur le terrain.

Conseil 1 : Une petite équipe soudée, partageant les mêmes objectifs et fondée sur la confiance, sera toujours plus efficace qu'un grand groupe mal coordonné où la confiance fait défaut.

Conseil 2 : Tous les membres de l'équipe n'ont pas nécessairement besoin d'avoir accès à toutes les informations. Limiter l'accès à certaines informations sensibles — telles que l'identité de sources confidentielles — contribue à protéger les personnes impliquées dans l'enquête.

Planifier la logistique et le budget

Une planification rigoureuse exige une estimation réaliste du budget. Les principales catégories de dépenses peuvent comprendre :

- >> **Ressources humaines :** équipes de recherche, consultants, informateurs de terrain, communautés, intermédiaires ;
- >> **Déplacements :** indemnités journalières, billets d'avion, location de véhicules, carburant ;
- >> **Logistique :** transport, carburant, hébergement, restauration ;
- >> **Équipement :** enregistreurs, téléphones dédiés à l'enquête, GPS, appareils photo, batteries ;
- >> **Sécurité :** téléphones satellitaires, véhicules sécurisés, formation aux opérations de terrain ;
- >> **Communication :** crédits pour des services de messagerie sécurisée, VPN ; et
- >> **Documentation :** impression, archivage, stockage sécurisé, moyens de transmission sécurisés.

Conseil : Prévoyez toujours une marge budgétaire pour faire face aux imprévus.

Élaborer un calendrier réaliste

Il est important d'établir un calendrier comportant des objectifs clairement définis, tout en gardant à l'esprit que les différentes phases peuvent nécessiter des délais variables. Les différentes phases du processus d'enquête peuvent comprendre :

- >> **Recherches préalables** : revue de la littérature, recherches en sources ouvertes, cartographie ;
- >> **Travail de terrain, ou collecte de données primaires** : observation, visites de terrain, entretiens ;
- >> **Analyse** : vérification, consolidation et analyse des données ;
- >> **Restitution** : rédaction des rapports, publication, plaidoyer, diffusion ;

Prévenir et gérer les crises

Cette étape constitue un élément clé de la planification. Elle permet aux parties prenantes d'anticiper les risques, de protéger les personnes impliquées, y compris les observateurs communautaires et le personnel de l'organisation, et de mettre en place des mécanismes de réaction rapide en cas de menaces ou de pressions exercées par des acteurs criminels. Une préparation rigoureuse et une gestion proactive des incidents renforcent la sécurité, la fiabilité et la continuité des activités d'enquête.

Ce processus peut notamment comprendre les étapes suivantes :

- >> **Évaluation préliminaire des risques** : identifier les menaces potentielles, évaluer l'accessibilité et le degré de sensibilité des zones à visiter, et cartographier les acteurs concernés ainsi que leurs intérêts.
- >> **Protocoles de sécurité** : établir des consignes de déplacement (horaires de déplacement sûrs, zones interdites, couverture discrète), utiliser des procédures de communication sécurisées et mettre en place un plan de contacts d'urgence.
- >> **Protection des sources** : anonymiser les témoignages et les données sensibles, varier les lieux et les modalités des rencontres, évaluer régulièrement les risques auxquels sont exposés les sources et les informateurs, et prévoir des mesures de protection.
- >> **Gestion des incidents** : établir un protocole clair pour faire face aux actes d'intimidation, à la confiscation de matériel, à la surveillance ou à une arrestation ; mettre en place une chaîne de commandement interne permettant de signaler rapidement les incidents ; et documenter chaque incident afin d'en faciliter le suivi et la réponse.
- >> **Coordination avec des partenaires de confiance** : collaborer avec des organisations locales, des réseaux établis d'observateurs ou de journalistes ; échanger des informations avec des experts juridiques ou de la sécurité ; et mettre en place des mécanismes d'appui mutuel en cas de crise.
- >> **Planification de la continuité** : prévoir des méthodes alternatives de collecte ou de vérification des données si l'accès devient impossible, sécuriser les éléments de preuve et prévoir des stratégies de repli discrètes en cas d'aggravation de la situation.

Évaluer les contraintes et les imprévus

L'équipe doit être en mesure de s'adapter sans jamais compromettre la sécurité ni l'éthique, car la qualité d'une planification tient à sa souplesse. Elle anticipe les obstacles

Risque	Réponse prévue
Refus de coopération d'une autorité locale	S'appuyer sur un partenaire communautaire pour accéder au site.
Risques sécuritaires élevés	Modifier l'itinéraire, reporter la mission ou la confier à un contact local.
Conditions météorologiques défavorables	Prévoir des créneaux de repli temporaires.

Évaluer les considérations juridiques

Vérifier la légalité de l'enquête, notamment dans les zones sensibles, les aires protégées et les zones minières. Obtenir les autorisations nécessaires. Anticiper les risques juridiques en cas d'arrestation.

Techniques de collecte d'informations

Module 3

La collecte d'informations est au cœur de toute enquête sur la criminalité transnationale organisée. Les enquêteurs peuvent combiner plusieurs méthodes et techniques afin de vérifier différentes hypothèses initiales. Ils doivent toutefois garder à l'esprit que les recherches menées dans des environnements illicites ou à haut risque exigent une approche adaptée au contexte et fondée sur le principe de ne pas nuire. Les choix méthodologiques doivent être guidés avant tout par les risques encourus par les participants et les chercheurs, plutôt que par le souci d'exhaustivité de la démarche.

Catégories d'informations à recueillir

Les enquêtes s'appuient sur un large éventail de sources d'information. Certaines sont accessibles dans le domaine public, comme les documents officiels, les rapports d'ONG ou les bases de données ouvertes. D'autres ne sont pas accessibles au public et nécessitent des démarches actives pour être obtenues, notamment au moyen d'entretiens, de partenariats avec des experts ou de consultations auprès de sources de l'intérieur. La richesse d'une enquête réside dans cet assemblage d'informations, où une diversité de sources — publiques et privées, directes et indirectes — se complètent pour offrir une vision d'ensemble permettant de comprendre la réalité du terrain et les réseaux en jeu. Plus ces sources d'information se recoupent et se corroborent, plus l'enquête gagne en robustesse et en crédibilité, offrant une vision fiable et complète des réseaux et des activités étudiés.

Sources primaires et secondaires

Sources primaires :

- >> Entretiens
- >> Observations directes consignées
- >> Documents non accessibles au public

Sources secondaires :

- >> Rapports officiels publiés par des gouvernements, les Nations Unies, des organisations internationales, etc.
- >> Couverture médiatique
- >> Rapports d'ONG
- >> Réseaux sociaux
- >> Bases de données en sources ouvertes (voir le module 4 — Renseignement en sources ouvertes [OSINT])

Conseil : Conservez systématiquement toutes les informations recueillies. Recoupez systématiquement les informations primaires et secondaires afin d'en renforcer la vérifiabilité.

Entretiens

En établissant des relations de confiance avec des intermédiaires, les enquêteurs peuvent organiser des entretiens avec des personnes clés pour l'enquête. L'identification de ces sources repose sur un solide réseau d'intermédiaires de confiance, ainsi que sur l'analyse de sources ouvertes.

Certaines sources revêtent une importance particulière :

- >> **Le témoin oculaire :** Il peut fournir un témoignage direct sur les faits qu'il a observés. L'enquêteur doit poser des questions ciblées et consigner avec précision les propos et les impressions du témoin afin de documenter fidèlement ce qu'il a entendu ou vu.
- >> **L'informateur averti :** Ces sources peuvent détenir des documents ou posséder une connaissance approfondie des activités faisant l'objet de l'enquête, souvent parce qu'elles ont été impliquées dans le réseau en tant qu'employés actuels ou anciens, agents des douanes ou concurrents. Elles peuvent donner accès à des informations techniques et internes.
- >> **Les membres d'un réseau criminel :** Ces sources peuvent fournir des informations essentielles sur la structure et le fonctionnement du réseau. Leur approche peut s'avérer difficile et elles doivent être abordées avec prudence et dans des conditions de sécurité appropriées.
- >> **La victime :** Bien qu'elles aient souvent une connaissance limitée des réseaux, elles contribuent à documenter les violations de la loi et à apporter des éléments de contexte sur les préjudices causés.
- >> **Sources indirectes :** Leur témoignage n'a pas toujours la même valeur probante que celui des sources directes, mais elles peuvent faciliter les prises de contact, partager des documents ou orienter les enquêteurs vers des informations pertinentes. Elles ne doivent donc pas être négligées.
- >> **Sources diplomatiques :** Le témoignage de ces sources peut s'avérer très précieux, notamment pour comprendre les enjeux transnationaux. Les informations qu'elles fournissent peuvent toutefois être particulièrement sensibles et doivent, à ce titre, être traitées avec la plus grande prudence.

Conseil : Le recoupement des informations issues de ces différentes catégories de sources contribue à renforcer la fiabilité et la crédibilité des données recueillies.

Lors de la conduite d'entretiens, n'oubliez pas que le consentement éclairé demeure essentiel : il doit être réel et librement donné, en tenant compte des rapports de pouvoir et des contraintes propres à la situation. En outre, le recours à des dispositifs d'enregistrement doit être soigneusement évalué au cas par cas, car leur présence peut :

- >> susciter la méfiance ou accroître les risques dans des environnements illicites ;
- >> freiner la libre expression ; et
- >> créer une trace permanente susceptible de mettre en danger les participants si des tiers y ont accès.

Par conséquent, le recours à l'enregistrement n'est pas toujours approprié, même lorsque le consentement a été obtenu. Dans de tels cas, envisagez une approche qui limite au maximum la collecte de données et réduit le risque d'exposition ou d'utilisation abusive de données sensibles, par exemple :

- >> la prise de notes pendant l'entretien ou immédiatement après celui-ci ; ou
- >> une documentation sélective axée sur la pertinence analytique.

L'entretien

1. *Se préparer pour l'entretien*

- >> Définissez clairement l'objectif de l'entretien ainsi que les informations que vous cherchez à obtenir.
- >> Sélectionnez les sources appropriées en fonction de leur rôle au sein du réseau étudié (p. ex. témoin, informateur, victime).
- >> Préparez un guide d'entretien suffisamment souple pour suivre le fil de la discussion tout en laissant la place aux éléments imprévus.

2. *Techniques d'écoute et de questionnement*

- >> **Questions ouvertes :** Encouragez la personne à décrire son expérience avec ses propres mots.
- >> **Questions de clarification :** Clarifiez certains points précis sans orienter les réponses.
- >> **Reformulation et vérification :** Répétez ce qui a été dit afin de confirmer votre compréhension.
- >> **Écoute active :** Observez les indices non verbaux et les hésitations, qui peuvent révéler des informations importantes.

3. *Adapter son approche au type de source*

- >> **Témoin oculaire :** Invitez-le à décrire avec précision ce qu'il a vu ou entendu, sans l'interpréter.
- >> **Informateur bien informé :** Explorez les aspects techniques et documentaires du réseau ou de l'activité.
- >> **Victime :** Recueillez un récit des violations et des préjudices subis, tout en tenant compte de sa vulnérabilité.

4. *Vérification et recoupement des informations*

- >> Recoupez les informations provenant de différentes sources (interlocuteurs, documents, observations, données ouvertes) afin d'en renforcer la fiabilité.
- >> Consignez soigneusement les informations recueillies lors des entretiens tout en préservant la confidentialité des sources.

Lors de la conduite d'entretiens et de la collecte des données qui s'y rapportent, la protection de l'identité des sources doit constituer la priorité absolue. L'utilisation de pseudonymes est une pratique courante, et les chercheurs devraient aller plus loin en appliquant des mesures d'anonymisation rigoureuses, notamment en supprimant ou en modifiant les identifiants indirects et en évitant de mentionner des éléments de contexte susceptibles de permettre une réidentification. La confidentialité doit être considérée comme une responsabilité permanente, et non comme une mesure ponctuelle.

Toutes les données recueillies doivent être stockées de manière sécurisée, chiffrées et faire l'objet d'un contrôle strict des accès. Toutefois, conformément à une approche fondée sur les risques, les chercheurs devraient également veiller à ne recueillir et à ne conserver que les informations strictement nécessaires. Dans certains cas, la solution la plus sûre consiste à ne créer ni conserver de données sensibles.

Lorsque vous faites référence à des informations recueillies lors d'entretiens, déterminez quelles informations peuvent être divulguées et de quelle manière il convient de faire référence aux sources. Si la transparence est un principe fondamental de la recherche, dans un contexte de conflit, la protection des sources prime sur leur attribution complète. Dans certains cas, l'utilisation d'informations recueillies lors d'entretiens

peut retraumatiser les victimes, ou le fait d'attribuer une information à une source peut compromettre sa sécurité. Les chercheurs devraient s'abstenir d'inclure des éléments permettant d'identifier une personne lorsque cela est susceptible de l'exposer à un préjudice ; ils devraient plutôt recourir à des références anonymisées ou générales.

Observation sur le terrain

L'observation directe est une technique essentielle, car elle permet de recueillir des informations visuelles et contextuelles qui enrichissent et complètent les autres sources d'information. Elle permet de documenter objectivement des activités suspectes et de recueillir des éléments de preuve matériels exploitables.

Étapes essentielles pour une observation efficace :

- >> **Préparez un carnet de terrain :** Consignez les dates, les lieux, l'atmosphère, les activités et toute anomalie observée. Consignez les comportements, les interactions et tout détail susceptible de constituer un élément de preuve.
- >> **Prenez des photographies et des vidéos de haute qualité :** Utilisez un appareil dédié permettant d'enregistrer les coordonnées géographiques des photographies et des vidéos, plutôt qu'un téléphone personnel. Veillez à ce que les images permettent de distinguer clairement les détails importants, notamment les visages, les plaques d'immatriculation, les logos, les uniformes, les véhicules et les marquages. Indiquez toujours la date, le lieu et le contexte afin de préserver la valeur juridique et analytique des éléments de preuve.
- >> **Consignez les détails suivants :** Il peut s'agir notamment de plaques d'immatriculation, de logos, d'uniformes, de types de véhicules, de numéros de téléphone, de noms, ou de tout autre élément permettant de reconstituer les faits et de recouper les informations provenant d'autres sources.

Les observations devraient être :

- >> **Attentives aux risques :** Les activités ne devraient pas mettre le chercheur ni d'autres personnes en danger.
- >> **Éthiques :** L'observation ne devrait pas porter atteinte à la dignité, à la vie privée ou à la sécurité des personnes.
- >> **Conscientes de leur influence :** Les chercheurs doivent reconnaître que leur présence et leur point de vue influencent ce qui est observé et consigné.

La qualité de l'observation est tout aussi importante que la manière dont les faits sont consignés. Une photographie ou une vidéo dépourvue de métadonnées (p. ex. la date ou les coordonnées GPS) perd une grande partie de sa valeur. L'analyse des informations recueillies intervient généralement après le travail de terrain, et la pertinence de l'enquête dépend directement de la capacité de l'enquêteur à recueillir autant de données fiables et détaillées que possible.

Documents non publics et confidentiels

Des documents confidentiels peuvent être obtenus auprès de lanceurs d'alerte internes et de sources rencontrées au cours de l'enquête. Ces documents comprennent tout document qui n'est pas accessible au public, tel qu'un contrat, un accord ou de la correspondance. Il est essentiel de suivre les bonnes pratiques suivantes : numériser et sauvegarder immédiatement les documents, ne jamais modifier les originaux et consigner les conditions dans lesquelles les documents ont été obtenus (source, date, contexte) afin d'en garantir la fiabilité et la traçabilité.

Sources secondaires

Toutes les sources secondaires accessibles au public n'ont pas la même valeur ni le même poids dans le cadre d'une enquête. Un rapport officiel émanant d'une organisation internationale, telle que l'ONU, repose sur des méthodologies rigoureuses, des recoupements et des données fiables, et constitue donc une référence solide. À l'inverse, un article publié dans une revue peu connue ou sur un site internet de fiabilité douteuse peut être partial, contenir des informations non vérifiées ou présenter une fiabilité limitée. Lors de l'analyse, il est essentiel d'évaluer la crédibilité de chaque source, de prendre en compte l'expertise et la réputation de l'entité dont elle émane et de recouper ces informations avec d'autres éléments de preuve afin d'éviter toute conclusion erronée. En résumé, la qualité des sources publiques varie considérablement, et celles-ci doivent toujours être utilisées avec discernement et en tenant compte du contexte.

Traitement et organisation des informations recueillies

Le traitement et l'organisation des informations recueillies sont essentiels pour garantir qu'aucune information ne soit perdue au cours de l'enquête. À l'issue du travail de terrain, il est recommandé d'établir un tableau de synthèse regroupant les informations par type, source, lieu, fiabilité et suites à donner, en reliant chaque information au fichier correspondant afin d'en faciliter l'analyse. La collecte d'informations est un processus rigoureux et délicat ; il ne s'agit pas simplement de « recueillir tout ce qui est possible », mais de rechercher des informations fiables, utiles et exploitables. Chaque interaction, photographie ou témoignage constitue une pièce du puzzle permettant de reconstituer un réseau criminel souvent bien dissimulé.

Tableau de collecte de données

Date	Source	Informations essentielles	Lieu de l'observation	Fiabilité	Suites à donner

Recherche en sources ouvertes

Module 4

A l'ère du numérique, une part croissante de la criminalité organisée peut être documentée et vérifiée à distance grâce au renseignement en sources ouvertes (Open-Source Intelligence, OSINT). Cette approche permet de mener des enquêtes sans que les enquêteurs aient à être présents sur le terrain, et de renforcer les éléments de preuve issus de l'observation directe en exploitant les médias locaux, les réseaux sociaux, les bases de données publiques, les archives numériques et les plateformes de cartographie. Elle permet également de prendre en compte des acteurs qui ne sont pas physiquement présents, mais qui peuvent gérer ou financer des réseaux depuis des paradis fiscaux ou d'autres structures opaques. L'OSINT permet ainsi de suivre les flux transfrontaliers illicites, d'identifier les acteurs et les structures qui leur sont liées, ainsi que de recueillir et de vérifier des vidéos, des photographies et des témoignages en ligne, tout en sécurisant les données recueillies afin d'éviter toute perte d'informations.

Accessible même avec des ressources techniques limitées, l'OSINT constitue un outil puissant et complémentaire pour appuyer les enquêtes complexes et surmonter l'opacité des institutions ou des entreprises concernées. Dans les contextes à haut risque, tels que les zones minières ou forestières sous contrôle de groupes armés, l'OSINT constitue parfois la seule approche d'enquête réalisable sans exposition directe à un risque physique.

Sources d'information OSINT

Types de sources ouvertes	Informations pouvant être recueillies
Réseaux sociaux	Photographies et vidéos pertinentes, commentaires d'employés, noms de dirigeants, informations sur les entreprises.
Sites web officiels	Licences délivrées, appels d'offres, textes législatifs, concessions.
Registres du commerce	Noms de sociétés écrans, actionnaires, liens entre les entreprises.
Presse locale et internationale	Actualités, scandales révélés, jurisprudence, tendances de l'opinion.
Imagerie satellitaire	Zones déboisées, nouvelles routes, indices d'activités minières.
Bases de données publiques ou données divulguées	Données publiques sur les exportations, les personnes, les listes noires et les informations bancaires.

Principaux outils et plateformes pour les enquêteurs

Outils et plateformes	Utilisation recommandée
Recherche avancée Google	Rechercher par site, date, langue et mots-clés.
Wayback Machine	Consulter l'historique des pages modifiées ou supprimées ; conserver une copie des versions actuelles des pages web.
Google Earth ou Sentinel Hub	Suivre l'évolution d'une zone au fil du temps.
OpenCorporates, Société.com, Orbis	Rechercher des informations sur les entreprises et leurs dirigeants.
Maltego ou Aleph	Cartographier les liens entre des personnes, des organisations et des lieux.
Social Searcher ou TweetDeck	Rechercher des publications géolocalisées ou des mots-clés.
Intelligence X	Rechercher dans des bases de données, des documents internes et des fuites de données.
Bases de données sur la criminalité organisée CITES, Forest Trends, Environmental Investigation Agency (EIA), TRAFFIC	Recueillir des statistiques sur le commerce, les espèces sauvages, le bois et les sanctions.

Vérification et validation des informations issues de l'OSINT

Les informations issues de l'OSINT peuvent être manipulées au moyen d'images truquées, de fausses déclarations ou de campagnes de désinformation. Il est donc essentiel de :

- >> **Vérifier la source** : Déterminer si le compte est officiel ou anonyme et si le média est fiable.
- >> **Recouper les données** : Une information isolée ne suffit jamais.
- >> **Vérifier la géolocalisation et la date** : Déterminer le lieu de prise de vue et vérifier la date de chaque photographie ou vidéo.
- >> Vérifier les métadonnées à l'aide de FotoForensics ou de Metadata2Go.

Utiliser l'OSINT sans se mettre en danger

Même sans se rendre sur le terrain, une mauvaise utilisation de l'OSINT peut entraîner des représailles. Adopter de bonnes pratiques d'hygiène numérique :

- >> Ne jamais utiliser de comptes personnels ; utiliser plutôt un compte dédié ou un compte sous pseudonyme.
- >> Utilisez un VPN pour masquer votre localisation.
- >> Ne jamais laisser de traces de ses recherches sur des appareils partagés.
- >> Se méfier des documents piégés ou malveillants, des liens inconnus et des fichiers corrompus.
- >> Utiliser des plateformes de communication sécurisées (p. ex. Signal).

Quand utiliser l'OSINT au cours d'une enquête

L'OSINT peut être utilisé à chaque étape d'une enquête : lors de la phase préparatoire, pour identifier des entreprises, des personnes et des informations de contexte ; pendant l'enquête, pour compléter les renseignements recueillis sur le terrain et assurer une veille des réseaux sociaux ; et après l'enquête, pour vérifier les faits avant leur publication et suivre les réactions.

Bien que l'OSINT soit un outil puissant pour générer des pistes, recouper des témoignages, mettre au jour des réseaux dissimulés et suivre des flux illicites, il ne remplace ni la richesse du travail de terrain, ni la force des témoignages, ni la complexité du contexte local. Il complète les observations directes et les interactions humaines. Lorsqu'il est utilisé à bon escient, l'OSINT constitue un outil stratégique indispensable dans les enquêtes sur la criminalité organisée. Il permet de mettre au jour des réalités dissimulées, de renforcer la robustesse des données recueillies et de protéger les enquêteurs en limitant leur exposition directe aux risques.

Enjeux éthiques pour les enquêteurs

Module 5

Lorsque les rapports de pouvoir sont marqués et que certaines communautés vivent dans des situations de grande vulnérabilité, toute démarche d'enquête comporte un risque de préjudice involontaire. Le principe fondamental consistant à « ne pas nuire » doit donc guider chaque interaction, toute collecte d'informations et toute décision de publication. L'objectif n'est pas seulement de documenter les faits, mais de le faire sans exposer inutilement les personnes concernées à des représailles, à la stigmatisation ou à des conflits internes. Dans un contexte souvent marqué par l'impunité, la corruption et la violence, les enquêteurs doivent faire preuve de rigueur, d'intégrité et de sens des responsabilités.

Le présent module présente les principes éthiques fondamentaux qui doivent guider toute enquête, à savoir :

- >> le respect du consentement libre et éclairé des sources. Ce principe fondamental comporte des exceptions dans des cas très particuliers, qui doivent être strictement encadrées dans le respect de la loi ;
- >> la protection de l'identité, de la dignité et de la sécurité des personnes interrogées ; et
- >> le rejet de toute forme de corruption, de manipulation ou d'instrumentalisation des faits.

Il propose également des outils pratiques pour :

- >> préparer les entretiens dans le respect des personnes ;
- >> évaluer les dilemmes éthiques sur le terrain ; et
- >> intégrer les principes de transparence et de redevabilité à chaque étape de l'enquête.

En adoptant une démarche éthique rigoureuse, les enquêteurs renforcent la confiance des communautés, la crédibilité de leur travail et l'impact durable de leurs actions.

Pourquoi l'éthique est essentielle

L'éthique n'est pas une contrainte qui ralentit l'enquête ; elle est une condition essentielle de sa rigueur et de sa crédibilité. Une enquête menée sans cadre éthique clair risque de produire des informations fragiles, juridiquement contestables ou contre-productives. Un comportement contraire à l'éthique peut également compromettre la confiance entre les enquêteurs, les personnes qui acceptent de fournir des informations et les destinataires de ces informations. À l'inverse, une approche structurée et responsable renforce la valeur probante des faits documentés et protège l'organisation contre les tentatives de décredibilisation.

Dans un contexte où la criminalité organisée est transnationale, souvent liée à de puissants réseaux (politiques, économiques ou militaires), et où les populations locales sont vulnérables, une démarche éthique peut constituer à la fois un rempart moral et une stratégie de protection. Elle permet de protéger :

- >> l'intégrité de l'enquête contre toute tentative de manipulation ou de corruption ;
- >> les personnes concernées, notamment les sources, les enquêteurs et les communautés ; et
- >> la crédibilité de l'organisation, essentielle au plaidoyer et à la création d'alliances.

Une éthique solide constitue une puissante protection contre ceux qui chercheraient à vous discréditer.

Principes fondamentaux de l'éthique de l'enquête



Ne pas nuire

Éviter et réduire au minimum les risques pour les participants, les enquêteurs et les communautés concernées.



Sécurité

Réduire les risques pour la sécurité des enquêteurs et éviter toute exposition inutile au danger.



Consentement éclairé

Informar tous les participants de l'objectif de l'enquête, des risques qu'elle comporte et de l'utilisation qui sera faite des informations recueillies.



Utilisation responsable

Veiller à ce que les données sensibles soient gérées de manière appropriée et que les informations diffusées n'exposent pas les sources ni ne facilitent des activités préjudiciables.



Confidentialité

Ne jamais divulguer l'identité de sources sensibles sans leur consentement explicite.



Exactitude

Ne jamais exagérer ni déformer les faits ; l'exactitude prime sur le sensationnalisme.



Conscience du contexte

Être conscient de sa propre position, de ses biais et de l'influence qu'ils peuvent exercer sur le processus d'enquête et ses résultats.



Indépendance

Ne pas se faire juge et partie ; documenter les faits, sans régler de comptes.



Transparence interne

Veiller à ce que les membres de l'équipe connaissent les méthodes utilisées et à ce que toute information sensible soit validée.

La question de la rémunération des sources

Il est interdit de rémunérer des sources, car cette pratique :

- >> compromet la crédibilité de l'enquête ;
- >> crée une relation de dépendance ; et
- >> brouille les véritables motivations de la source.

Toutefois, certaines formes d'indemnisation peuvent être considérées comme acceptables. Par exemple :

- >> prendre en charge le coût d'un repas ou d'une boisson lors d'un entretien, dans des limites raisonnables et sans excès ; et
- >> rembourser les frais de transport, de communication ou de logistique.

Éviter les pièges de la manipulation

Certaines sources peuvent avoir des intentions susceptibles de compromettre la crédibilité de l'enquête. Elles peuvent fournir des informations fausses ou incomplètes afin d'influencer l'analyse.

La règle d'or consiste à toujours recouper l'ensemble des informations recueillies, car un fait non vérifié compromet la crédibilité de l'enquêteur et l'expose à des risques juridiques

Éthique et conflits d'intérêts

Les conflits d'intérêts peuvent notamment survenir lorsqu'un enquêteur entretient une relation personnelle ou professionnelle avec une partie faisant l'objet de l'enquête, ou lorsqu'une organisation partenaire reçoit un financement d'une entreprise soupçonnée d'activités illicites.

Pour éviter de telles situations, il convient de :

- >> assurer une totale transparence en interne : ces situations doivent être déclarées et examinées ;
- >> adapter la stratégie si nécessaire : remplacer l'enquêteur ou réorienter l'enquête ;
- >> veiller à ce qu'aucun conflit d'intérêts ne compromette la mission principale.

Gérer les relations avec des sources sensibles

Certaines sources risquent leur vie ou leur emploi pour témoigner. Il peut s'agir notamment d'employés de l'organisation concernée, de membres des forces de sécurité, de groupes armés ou d'administrations publiques, ainsi que de victimes et de lanceurs d'alerte.

Il est recommandé de ne pas les enregistrer sans leur consentement, de ne pas révéler leur identité en publiant leur nom ou leur photographie, et de ne pas leur demander des éléments de preuve qu'ils ne peuvent fournir sans se mettre en danger. Établir une relation fondée sur l'écoute, le suivi et la confiance au fil du temps est essentiel à la réussite d'une enquête.

Principes éthiques pour la présentation des résultats

Même en présence d'informations accablantes, il est essentiel de :

- >> ne pas présenter une personne comme « coupable » en l'absence d'éléments de preuve formels et corroborés ;
- >> employer un langage juridiquement prudent, en utilisant par exemple des expressions telles que « parties potentiellement impliquées », « pratiques présumées » ou « auteurs présumés » ;
- >> offrir aux personnes mises en cause la possibilité de faire valoir leur version des faits (voir module 7) ;
- >> éviter de publier dans la précipitation sous l'effet de pressions affectives ou politiques.

Établir des règles encadrant les pratiques internes de l'organisation

L'éthique ne repose pas uniquement sur l'enquêteur. L'organisation doit établir des règles claires, notamment un code de conduite éthique que chaque enquêteur est tenu de signer avant toute mission, ainsi que des protocoles relatifs à la protection des données et des personnes. L'organisation devrait envisager de désigner, au sein de l'équipe, un référent en matière d'éthique ou de questions juridiques

Ces mesures peuvent contribuer à prévenir les comportements répréhensibles, à protéger les membres de l'équipe contre des décisions risquées ou illégales et à renforcer la position de l'organisation face à d'éventuelles allégations.

Faire de l'éthique un levier stratégique

Une démarche éthique rigoureuse permet de :

- >> inspirer confiance aux communautés et aux sources clés ;
- >> convaincre les bailleurs de fonds et les partenaires institutionnels ;
- >> mieux protéger l'organisation contre d'éventuelles attaques sur les plans juridique ou médiatique ; et
- >> servir de modèle de bonne gouvernance.

En résumé, l'éthique en matière d'enquête n'est pas une option : elle est la garante de la sécurité, de l'efficacité et de la légitimité. Face aux intérêts divergents, à l'opacité et aux risques, l'éthique demeure notre seul repère fiable.

Questions de sécurité — sécurité physique, numérique et politique

Module 6

Les enquêtes sur la criminalité organisée exposent fréquemment les organisations de la société civile, les journalistes, les avocats, les communautés et les autres personnes qui y participent à des menaces d'ordre physique, psychologique, juridique ou numérique. Les pressions politiques, l'intimidation, les arrestations arbitraires, le piratage de données et la surveillance numérique ne relèvent pas de l'hypothèse : ce sont des réalités auxquelles de nombreux enquêteurs sont confrontés.

Ce module propose une approche structurée et préventive de la sécurité en milieu hostile. Il couvre les aspects suivants :

- >> la sécurité physique des équipes (déplacements, hébergement, zones sensibles, gestion de crise) ;
- >> la sécurité numérique (communications sécurisées, navigation anonyme, stockage des données) ;
- >> les mesures visant à protéger les sources, en particulier les témoins vulnérables ; et
- >> les approches de gestion des menaces politiques, juridiques ou sociales pesant sur les organisations de la société civile et les lanceurs d'alerte.

Il met également à disposition des outils pratiques, notamment des fiches d'alerte, des matrices d'évaluation des risques, des plans de mission sécurisés et des protocoles à suivre en cas d'arrestation ou de fuite d'informations. Ce module vise à donner aux acteurs les moyens d'agir sans s'exposer inutilement, à renforcer la résilience des équipes et à faire de la sécurité une priorité partagée à chaque étape de l'enquête.

Intégrer la sécurité dès la phase de planification

Dans le cadre des enquêtes sur la criminalité organisée, les risques ne sont pas théoriques. En effet, les acteurs interviennent souvent dans des zones sous contrôle de groupes armés et sont régulièrement confrontés à :

- >> la répression administrative ou policière ;
- >> la saisie de matériel et les arrestations arbitraires ;
- >> les risques de représailles à l'encontre des communautés, des journalistes et des lanceurs d'alerte ; et
- >> le piratage informatique ou la surveillance numérique.

La sécurité n'est pas un simple module. Elle constitue un fil conducteur qui doit être intégré dès le début de toute enquête.

Sécurité physique des personnes et sécurité opérationnelle

Devoir de protection et atténuation des risques

Les enquêteurs et les organisations doivent faire de la sécurité des participants et des équipes d'enquête une priorité, en évitant les activités dont les risques l'emportent sur les bénéfices attendus et en adaptant leurs méthodes au contexte.

Évaluation des risques

Avant d'entreprendre toute enquête, utilisez une matrice d'évaluation des risques afin de :

- >> recenser les menaces potentielles, notamment les braconniers, les militaires, les trafiquants, la faune sauvage ou les terrains difficiles ;
- >> évaluer la probabilité de survenue et la gravité de chaque risque ; et
- >> proposer des mesures d'atténuation des risques, des itinéraires alternatifs, des horaires de déplacement plus sûrs ou des points d'appui locaux.

Exemple : Lors d'un travail de terrain dans une zone minière isolée sous l'influence de groupes armés, il est recommandé de planifier la mission avec des guides locaux, de prévoir un plan d'exfiltration, d'éviter les déplacements de nuit et de prendre contact chaque jour avec une personne référente.

Élaborer un plan de mission sécurisé

Toute mission de terrain doit comprendre

- >> un référent en matière de sécurité, chargé d'assurer le suivi des déplacements de l'équipe ;
- >> une fiche de mission indiquant les lieux, les dates, les objectifs et les numéros d'urgence ;
- >> une procédure d'alerte en cas d'interruption prolongée des communications (par exemple pendant 24 heures) ; et
- >> un plan d'évacuation en cas d'incident, tel qu'un problème de santé, une agression ou une menace.

Conseil : Au minimum, travaillez toujours en binôme. Ne vous déplacez jamais seul, en particulier dans les zones sensibles.

Mesures de sécurité pratiques

Ayez toujours sur vous le matériel de sécurité suivant lors des missions d'enquête :

- >> un téléphone dédié et une batterie externe ;
- >> des cartes SIM locales et de secours ;
- >> un GPS et des cartes papier en cas de perte du signal ;
- >> des vêtements neutres (éviter les tenues de type militaire) ;
- >> une trousse de premiers secours ; et
- >> une liste papier des contacts d'urgence en cas de perte du téléphone.

Le rôle des facilitateurs locaux et des informateurs

Les facilitateurs locaux constituent les principaux relais des enquêteurs sur le terrain. Ils fournissent des informations sur la situation sécuritaire réelle, aident à éviter les zones à haut risque et peuvent négocier un passage en toute sécurité ou servir d'intermédiaires en cas d'attaque. Il est recommandé d'établir des relations fondées sur la confiance, le respect, la transparence ainsi que sur un soutien moral et, le cas échéant, logistique.

Sécurité numérique et protection des données

Sécurité numérique et protection des données

La sécurité numérique est essentielle, car les conséquences d'un manque de vigilance dans ce domaine peuvent être graves, voire irréversibles. La technologie est une arme à double tranchant qui doit être utilisée avec discernement.

Exemple : Un téléphone saisi peut révéler l'identité des sources et mettre leur vie en danger. Le piratage d'un compte de messagerie peut compromettre une enquête en cours dans son intégralité. Une vidéo diffusée sans protection peut permettre de localiser un témoin en seulement trois clics.

Règles de base pour protéger vos données

Action	Outils recommandés
Messagerie	Signal plutôt que WhatsApp ou Facebook Messenger
Partage de fichiers	Tresorit, Proton Drive ou CryptPad
Navigation web	VPN et navigateur axé sur la protection de la vie privée (Brave ou Tor)
E-mail	Proton Mail plutôt que Gmail
Stockage	Chiffrement automatique, mot de passe robuste et authentification à deux facteurs activée.

N'utilisez jamais votre téléphone personnel dans le cadre d'une enquête. Utilisez un appareil dédié, non associé à vos comptes sur les réseaux sociaux.

Sauvegarder et sécuriser les éléments de preuve

Conseils pour sauvegarder et protéger les éléments de preuve :

- >> Conservez toujours deux copies des éléments de preuve : l'une sur place (par exemple sur une carte SD) et l'autre dans un service de stockage en ligne sécurisé.
- >> Attribuez aux fichiers des noms qui ne révèlent pas l'identité des sources.
- >> Ne stockez jamais de fichiers audio ou vidéo sensibles dans la galerie de votre téléphone.
- >> Déconnectez les appareils lors des réunions importantes.

Exemple : À l'issue de l'enquête, une participante a transféré ses photographies sur Tresorit avant de les supprimer de son téléphone. Même en cas de confiscation du téléphone, les données resteraient inaccessibles.

Pressions politiques et sécurité psychologique

Pressions et menaces courantes

Les pressions et les menaces les plus fréquemment observées sont notamment les suivantes :

- >> des interrogatoires sans mandat ;
- >> des actes d'intimidation, notamment sous la forme d'une surveillance ou d'appels téléphoniques anonymes ;

- >> des campagnes de discrédit menées par des médias liés à l'État ou à des entreprises ; et
- >> des enquêtes administratives portant sur de prétendues « irrégularités » fiscales ou sur leur statut juridique.

Conseil : Documentez systématiquement toutes vos demandes (par courrier, par courriel, etc.) et conservez une trace de chacune de vos interactions avec les autorités.

Gérer le stress et la fatigue émotionnelle

La sécurité psychologique est essentielle. Un enquêteur n'est pas une machine. Il peut être sujet à la fatigue, à l'anxiété et à un sentiment de paranoïa. Il est recommandé d'adopter une bonne discipline personnelle et des pratiques favorisant la gestion du stress et la prévention de l'épuisement professionnel.

Bonnes pratiques :

- >> Organiser un retour d'expérience collectif après chaque mission.
- >> Prévoir des périodes de repos régulières.
- >> Solliciter le soutien émotionnel de ses collègues ou d'un psychologue.
- >> Échanger des informations avec d'autres organisations de la société civile engagées.

Préparation et réponse aux incidents

Les équipes devraient établir des protocoles clairs de réponse aux menaces, aux arrestations, aux atteintes à la sécurité des données et à tout autre incident, afin d'assurer une coordination rapide et une intervention dûment documentée.

Réagir à un incident

En cas d'incident, soyez prêt à réagir rapidement et de manière appropriée :

- >> **Agression ou menace directe :** Quittez immédiatement les lieux, informez votre équipe et consignez les faits.
- >> **Interrogatoire ou arrestation :** Gardez votre calme, demandez à consulter un avocat et contactez votre organisation de rattachement.
- >> **Saisie de matériel :** Prévoyez un téléphone de secours et des copies hors ligne.

Protocole recommandé : Un membre de l'équipe resté en dehors du terrain devrait assurer une veille permanente et être prêt à alerter les ambassades ou les ONG partenaires.

En résumé, la sécurité n'est pas facultative : elle détermine la viabilité de l'enquête, la protection des sources et la survie même de l'équipe. En adoptant une culture de la sécurité physique, numérique et psychologique, les enquêteurs deviennent plus efficaces, plus résilients et mieux préparés à faire face aux réalités du terrain.

Analyse, traitement de l'information et rédaction de rapports

Module 7

Le succès d'une enquête ne se mesure pas uniquement à la quantité d'informations recueillies, mais aussi à la manière dont celles-ci sont traitées, analysées et exploitées. L'analyse donne du sens aux faits ; la rédaction de rapports confère une portée stratégique au travail accompli.

Ce module vise à permettre aux participants de :

- >> organiser les données, notamment les témoignages, les documents, les images et les vidéos ;
- >> vérifier, recouper et valider les sources ;
- >> transformer des informations brutes en résultats clairs, structurés et exploitables ; et
- >> rédiger des rapports adaptés à différents publics, notamment aux décideurs, aux médias, aux bailleurs de fonds, aux communautés et aux professionnels du droit.

Il met également l'accent sur la protection des sources, le respect de la vérité et la rigueur dans la restitution des faits. À l'aide d'outils simples tels que des tableaux, des fiches de collecte de données et des modèles de rapport, ce module renforce les capacités des organisations de la société civile à produire des enquêtes crédibles et à fort impact.

Organisation et centralisation des données recueillies

Une enquête suppose souvent de répertorier :

- >> différents types de documents (enregistrements audio et vidéo, documents numérisés, photographies, notes manuscrites) ;
- >> différentes sources (entretiens, OSINT, observations directes) ; et
- >> des informations qui doivent être structurées et vérifiées.

Pour structurer ces données, il peut être utile de mettre au point des outils tels que :

- >> un tableur structuré permettant d'organiser les données (p. ex. Excel, LibreOffice Calc ou Airtable) ;
- >> un système de classement par dossiers pour les sources, les photographies, les enregistrements et les documents officiels ; et
- >> une convention cohérente de dénomination des fichiers (p. ex. date_lieu_source_type).

Classification et hiérarchisation des sources

Toutes les informations n'ont pas la même valeur. Les sources doivent être classées selon :

- >> leur origine (source primaire ou secondaire) ;
- >> leur degré de fiabilité (vérifiée, probable ou douteuse) ; et
- >> leur valeur stratégique (preuve directe, élément de contexte, illustration ou élément à l'appui du récit).

Exemple de classification

Source	Type	Fiabilité	Utilité
Photographie d'un convoi	Primaire	Élevé	Preuve directe
Témoignage d'un habitant du village	Primaire	Moyen	Contexte local
Article de presse	Secondaire	Variable	Illustration destinée au public
Document officiel numérisé	Élémentaire	Élevé	Élément à valeur juridique

Analyse des faits et recoupement des données

L'analyse ne consiste pas à accumuler des faits, mais à les mettre en relation afin d'identifier les tendances et les principaux acteurs, de cartographier les flux et les réseaux (par exemple, d'un site d'extraction jusqu'à l'exportation) et de démontrer le caractère transnational ou organisé de l'infraction. Cela peut se faire notamment par :

- >> des représentations cartographiques et des diagrammes de flux, notamment des cartographies d'acteurs ;
- >> des chronologies ;
- >> des matrices de répartition des responsabilités (qui fait quoi, et à quel moment) ; et
- >> des recoupements géographiques (par exemple, entre le lieu des opérations et le lieu d'autorisation).

Vérification des faits et validation des informations

Avant toute publication ou toute diffusion externe, il est nécessaire de :

- >> recouper chaque fait important avec au moins deux sources distinctes ;
- >> vérifier l'authenticité des documents (dates, signatures, cachets) ;
- >> confirmer le lieu et le moment où des photographies ou des vidéos ont été prises (métadonnées, OSINT) ; et
- >> identifier les zones d'incertitude et les reconnaître explicitement.

Conseil : Mieux vaut une information vérifiée qu'une révélation spectaculaire, mais non étayée.

Rédaction d'un rapport ou d'un dossier d'enquête

La rédaction des rapports doit être adaptée au public visé, qu'il s'agisse de décideurs, de journalistes, du grand public ou de partenaires juridiques, entre autres. Un rapport peut généralement s'articuler autour des éléments suivants :

1. Résumé exécutif (une page maximum)
2. Contexte et justification
3. Méthodologie (travail de terrain, OSINT, limites et considérations éthiques)
4. Constatations, impacts et analyse
5. Conclusions et recommandations
6. Annexes (éléments de preuve, documents clés et photographies)

Adapter le langage et la présentation

Le langage et la présentation des informations recueillies doivent être adaptés au public visé. Par exemple, vous pouvez choisir d'adopter un ton :

- >> technique et juridique à l'intention des autorités ou des professionnels du droit ;
- >> didactique et visuel à l'intention du grand public ; ou
- >> concis et stratégique à l'intention des bailleurs de fonds et des partenaires.

Outils utiles :

- >> Outils de création de graphiques (Datawrapper, Flourish, Canva)
- >> Outils de cartographie (QGIS, Google Earth Pro)
- >> Outils de création de chronologies (TimelineJS)

Attention : Ne publiez jamais d'informations permettant d'identifier des personnes sans leur consentement (visages, noms, localisation précise).

Préparer une publication responsable

Une publication responsable suppose de trouver un équilibre entre l'exactitude des informations, l'équité et l'atténuation des risques. Lorsque cela est approprié et réalisable, les chercheurs devraient offrir aux personnes ou entités nommément citées la possibilité de répondre aux constatations les concernant, en leur laissant un délai suffisant pour faire valoir leurs observations avant la publication. Cette démarche devrait être guidée par une évaluation des risques propre au contexte, car, dans certains cas, le fait de contacter les personnes ou entités concernées peut accroître les risques pour les enquêteurs ou les sources, compromettre l'intégrité de l'enquête, voire tout simplement ne pas être réalisable.

Lorsque vous prenez contact avec des personnes physiques ou morales, employez un langage prudent et mesuré. Évitez de porter des accusations. Posez plutôt des questions qui vous permettront de confirmer les informations dont vous disposez déjà et d'amener votre interlocuteur à fournir, le cas échéant, des informations complémentaires. Veillez à protéger vos sources confidentielles ; vous n'êtes pas tenu de révéler leur identité lorsque vous sollicitez une réponse.

Les réponses reçues devraient être fidèlement prises en compte dans la publication. Dans certains cas, il peut être approprié de préciser que les personnes ou entités concernées ont été sollicitées pour recueillir leurs observations, mais qu'aucune réponse n'a été obtenue.

De manière générale, les décisions relatives aux échanges avec les parties concernées et à la publication doivent privilégier le principe de ne pas nuire, protéger les sources et préserver l'intégrité de la recherche.

Diffuser les résultats de manière stratégique

Les canaux de diffusion à envisager comprennent notamment :

- >> un rapport transmis directement aux décideurs ;
- >> un article publié par un média partenaire ;
- >> une infographie ou un extrait diffusé sur les réseaux sociaux ;
- >> une conférence de presse ou un webinaire ; ou
- >> une publication sur une plateforme régionale (p. ex. la Commission des forêts d'Afrique centrale [COMIFAC] ou un observatoire régional).

Canaux de diffusion des rapports ou des constatations



Anticiper les réactions et assurer le suivi

La publication d'un rapport peut modifier le statu quo en suscitant des réformes ou l'ouverture d'enquêtes judiciaires, provoquer des représailles à l'encontre de l'organisation de la société civile, de ses sources ou de ses partenaires, ou encore donner lieu à des demandes de communication d'éléments de preuve ou à des contestations.

Il est donc nécessaire de prévoir :

- >> une stratégie de réponse en cas de controverse ou d'attaque ;
- >> un dispositif de suivi après publication ; et
- >> une démarche visant à assurer le suivi des recommandations (voir module 9).

En définitive, c'est la manière dont les informations sont traitées qui donne à une enquête sa structure, sa force et sa crédibilité. Sans rigueur, l'information se perd ; sans stratégie, elle perd de sa portée ; sans éthique, elle se retourne contre vous.

Plaidoyer et communication

Module 8

C'est le plaidoyer qui permet à une enquête d'aboutir à des changements concrets. Il permet de transformer les données recueillies en une mobilisation des communautés, en une pression constructive sur les décideurs ou en des réformes des politiques publiques. La communication, quant à elle, permet de rendre visible ce qui ne l'est pas, d'informer, de sensibiliser et de mobiliser des soutiens.

Même l'enquête la plus rigoureuse n'aura d'impact que si elle se traduit par une stratégie de plaidoyer efficace. Dans un contexte où les autorités ferment régulièrement les yeux, où les entreprises manquent de transparence et où les communautés ont peu de voix dans le débat public, le plaidoyer constitue le principal levier d'action des organisations de la société civile. Le plaidoyer ne consiste pas à se plaindre. Il consiste à :

- >> documenter un problème ;
- >> identifier les leviers d'influence appropriés ;
- >> mobiliser des alliés ; et
- >> convaincre les décideurs d'agir.

Dans ce module, les organisations de la société civile et leurs partenaires apprendront à :

- >> définir une stratégie de plaidoyer claire, ciblée et assortie d'objectifs mesurables ;
- >> identifier les parties prenantes clés et établir un dialogue avec elles, notamment les autorités, les journalistes, les professionnels du droit et les alliés au sein des communautés ;
- >> élaborer des messages adaptés à différents publics ;
- >> concevoir et mettre en œuvre des campagnes médiatiques stratégiques aux niveaux local et national, ainsi que sur les plateformes numériques ; et
- >> anticiper les risques liés à la prise de parole publique, notamment les représailles.

À l'aide de cadres de planification, de modèles de messages et de kits médias, ce module fournit les outils nécessaires pour produire un réel impact et faire de chaque enquête un levier d'influence au service de la justice.

Différences entre le plaidoyer et la communication

Plaidoyer	Communication
Vise des changements durables : législation, politiques publiques et comportements	Vise à renforcer la visibilité et la sensibilisation
S'adresse aux décideurs et aux institutions	S'adresse au grand public et aux communautés
S'adresse aux décideurs et aux institutions	S'adresse au grand public et aux communautés

Le plaidoyer et la communication sont complémentaires : une communication bien pensée soutient le plaidoyer en mobilisant l'opinion publique.

Les principales étapes de l'élaboration d'une stratégie de plaidoyer

Pour élaborer une stratégie de plaidoyer solide, il est nécessaire de :

- >> **Définir l'objectif :** Quel changement concret souhaitez-vous obtenir ?
- >> **Identifier les cibles :** Qui est en mesure de provoquer le changement recherché ?
- >> **Élaborer le message :** Quelles informations inciteront les cibles à agir ?
- >> **Choisir les canaux d'influence :** Par exemple : des réunions en face à face, des courriers officiels, des pétitions, des campagnes médiatiques, une couverture par la radio ou la télévision, la presse en ligne, des alliances avec des organisations de la société civile ou des actions symboliques. Comment transmettre le message de la manière la plus efficace ?

Les principales étapes de l'élaboration d'une stratégie de plaidoyer



Mobiliser des alliés et nouer des coalitions

Le plaidoyer mené de manière isolée a peu d'impact. Il est recommandé de :

- >> identifier les autres organisations concernées ou impliquées ;
- >> mettre en commun des ressources telles que des rapports, des contacts, des services de traduction ou du temps d'antenne ;
- >> définir des objectifs communs tout en répartissant clairement les rôles ;
- >> harmoniser les stratégies régionales.

Exemple : Une enquête menée au Gabon a permis de mobiliser des organisations de la société civile afin d'élaborer un document de plaidoyer commun.

Utiliser les médias avec discernement

Les journalistes jouent un rôle de relais, mais obéissent à leur propre logique et poursuivent leurs propres objectifs. Il convient donc de :

- >> préparer un dossier de presse concis et solidement étayé ;
- >> établir des relations de confiance avec des journalistes engagés ;

- >> former des porte-parole et veiller à leur protection ;
- >> mettre en place un embargo médiatique, c'est-à-dire convenir d'une diffusion coordonnée entre les organisations de la société civile et les médias.

À éviter :

- >> partager des informations sensibles sans protection ;
- >> formuler des accusations sans disposer d'éléments de preuve, au risque de s'exposer à une action en diffamation ;
- >> s'appuyer excessivement sur le « buzz » médiatique sans prévoir de stratégie de suivi.

Concevoir une campagne de communication efficace

Concevoir une campagne de communication efficace

- >> **Les publics cibles :** Le grand public, les jeunes, les diasporas ou les consommateurs.
- >> **Les outils :** De courtes vidéos explicatives (par exemple avec une voix off et des images), des témoignages anonymisés, des cartes interactives et des infographies.
- >> **L'approche :** Mener des campagnes coordonnées sur les réseaux sociaux, en s'appuyant sur des hashtags, des visuels et des influenceurs locaux.

Conseil : Associer des témoignages humains à des données chiffrées rend le rapport ou la campagne plus marquant et plus mobilisateur.

Assurer le suivi et maintenir la pression

Une fois le rapport publié ou la campagne lancée, les étapes suivantes consistent à :

- >> assurer un suivi régulier auprès des autorités ;
- >> mettre à jour le dossier d'enquête en fonction des retours positifs ou négatifs ;
- >> assurer une veille des médias, des réseaux sociaux et des espaces de débat politique ; et
- >> organiser une conférence de presse ou un webinaire de suivi un à deux mois après le lancement de la campagne.

Gérer les représailles et protéger les porte-parole

Le plaidoyer peut susciter des réactions hostiles ; il convient donc de :

- >> préparer une stratégie de défense juridique en cas d'attaque ;
- >> documenter toute forme de menace ou de harcèlement ;
- >> protéger les lanceurs d'alerte et les enquêteurs (voir le module 6) ; et
- >> signaler les attaques aux réseaux internationaux afin d'obtenir leur soutien.

En définitive, un plaidoyer efficace repose sur une enquête bien pensée, un message clair, un canal de communication judicieusement choisi et des alliés solides. Il peut transformer un simple rapport écrit en un véritable tournant politique, contribuer à la protection d'un écosystème ou faire reconnaître les droits d'une communauté.

Suivi et évaluation

Module 9

Le suivi et l'évaluation (S&E) sont souvent négligés dans les processus d'enquête, alors qu'ils sont essentiels pour mesurer l'impact réel des actions menées, adapter les approches et renforcer, dans la durée, la crédibilité des organisations de la société civile. Ils permettent d'évaluer l'utilité d'une enquête, les résultats qu'elle a produits et les enseignements à tirer pour améliorer les initiatives futures.

Une enquête ou une action de plaidoyer ne saurait se résumer à une publication unique ou à un événement ponctuel. Qu'il soit juridique, politique, écologique ou communautaire, un véritable changement se construit dans la durée.

Le S&E permet de :

- >> mesurer les effets concrets de l'initiative, notamment les résultats, les réformes et les réactions ;
- >> tirer des enseignements des réussites comme des erreurs ;
- >> améliorer les enquêtes et les stratégies futures ; et
- >> renforcer la légitimité et la transparence des organisations de la société civile auprès des partenaires, des bailleurs de fonds et des communautés.

Ce module permettra aux équipes de :

- >> assurer un suivi structuré après l'enquête afin d'évaluer les réactions, les effets et les résultats ;
- >> identifier des indicateurs de réussite réalistes, qu'ils soient institutionnels, communautaires ou médiatiques ;
- >> organiser des séances de consultation en interne et avec les communautés ;
- >> tenir un journal de retour d'expérience afin de tirer des enseignements des réussites comme des erreurs ; et
- >> constituer un historique collectif des actions menées afin de favoriser la redevabilité, le renforcement organisationnel et le plaidoyer.

Ce module renforce la pérennité des enquêtes en les inscrivant dans une démarche d'amélioration continue, d'apprentissage collectif et de résilience stratégique.

Intégrer le S&E dès la phase de planification

Le S&E ne s'improvise pas à la fin d'une enquête. Il doit être planifié avant même le début de l'enquête afin de s'aligner sur les objectifs initiaux.

Exemple : Si l'objectif est d'obtenir la suspension d'un permis d'exploitation minière ou forestière, le suivi consistera à vérifier si une mesure administrative a été prise, dans quels délais et avec quels effets.

Définir des indicateurs de S&E

Les indicateurs de réussite doivent être définis dès le départ et correspondre aux objectifs initiaux.

Indicateurs quantitatifs

- >> Nombre de documents collectés et vérifiés
- >> Nombre de sources consultées
- >> Nombre de publications diffusées
- >> Nombre de réunions avec les autorités

- >> Nombre de partages et de vues
- >> Nombre de médias ayant couvert le projet ou d'articles publiés

Indicateurs qualitatifs

- >> Niveau de participation des communautés
- >> Niveau de réponse ou de réaction des autorités
- >> Qualité du dialogue avec les journalistes et les partenaires
- >> Perception de la fiabilité des informations par les parties prenantes
- >> Perception de l'influence sur l'élaboration d'une politique publique ou d'une loi

Organiser le suivi après l'enquête ou la campagne

Établir une fiche de suivi comprenant les éléments suivants :

- >> Actions menées : enquête, publication, plaidoyer ;
- >> Parties ciblées : administrations publiques, entreprises, organisations de la société civile ;
- >> Réactions reçues : réponses officielles, absence de réponse, actes d'intimidation ;
- >> Mesures correctives prises : réunions, actions de suivi, réponses aux contestations ;
- >> Effets observés : positifs ou négatifs.

Tenez cette fiche à jour pendant trois à six mois après la publication du rapport.

Organiser des séances de bilan en interne

À l'issue de chaque enquête ou action, il est recommandé de :

- >> organiser une réunion d'équipe structurée afin d'analyser les réussites et les difficultés rencontrées ;
- >> prendre en compte les retours, notamment concernant les répercussions émotionnelles et psychologiques ;
- >> examiner les questions de sécurité, d'éthique et de fiabilité ; et
- >> recueillir des pistes d'amélioration méthodologique.

Exemple : Si un facilitateur local a fait l'objet de menaces, envisagez de mieux anonymiser les données à l'avenir ou de renforcer sa protection au sein de l'organisation.

Associer les communautés à l'évaluation

Les communautés ne sont pas seulement des sources ou des cibles. Elles doivent également être bénéficiaires des actions menées et contribuer à leur évaluation. Afin de mettre en œuvre un S&E participatif, organisez des séances de retour d'information avec les communautés afin d'évaluer les effets observés et d'adapter les priorités de l'organisation en fonction de leurs retours. Ces séances doivent être adaptées aux communautés concernées en termes de langue, de format et de modalités de communication.

Exemple : Une enquête sur le trafic illicite d'armes peut révéler que la principale préoccupation de la communauté concernée ne réside pas uniquement dans la circulation des armes, mais dans l'augmentation des vols, des enlèvements ou des affrontements entre groupes armés qui en découle. Les communautés peuvent également identifier des lieux précis — marchés, routes secondaires ou villages isolés — où la présence d'armes suscite un sentiment d'insécurité particulièrement fort. Ces retours peuvent ensuite orienter les futures enquêtes vers les lieux et les dynamiques qui affectent le plus directement la sécurité des populations locales.

Évaluation des effets à long terme

Les différents types d'impact peuvent se manifester à des échéances différentes.

Court terme

- >> Réactions des médias
- >> Réactions des autorités

Moyen terme

- >> Évolution des pratiques locales
- >> Évolutions à l'échelle régionale
- >> Adoption de la terminologie ou du vocabulaire

Long terme

- >> Réforme des politiques publiques
- >> Émergence d'une jurisprudence
- >> Transformation institutionnelle

Recommandation : Prévoyez une évaluation six ou douze mois plus tard afin de mesurer les effets à long terme, y compris ceux qui ne sont pas immédiatement visibles.

Mettre en valeur les résultats et les enseignements tirés

Afin d'identifier au mieux les résultats de l'enquête et les enseignements tirés :

- >> préparer des rapports d'évaluation internes ;
- >> partager les enseignements tirés avec d'autres organisations de la société civile ;
- >> constituer une base de données interne recensant les dossiers, les réussites et les difficultés rencontrées ; et
- >> mettre ces enseignements à profit pour former de nouvelles équipes.

Appendice 1 : Modèle de plan d'enquête

1. Contexte et objectifs

Titre de l'enquête : _____

Contexte : _____

Objectif principal (SMART) : _____

Question centrale : _____

2. Informations déjà recueillies (phase préparatoire)

Sources et données recensées par type d'information (sources primaires et secondaires) :

Principales observations/notes :

3. Hypothèses et pistes d'enquête

Principales hypothèses :

1. _____

2. _____

3. _____

Principales pistes d'enquête à explorer :

1. _____

2. _____

3. _____

4. Méthodes de collecte de l'information

Entretiens

Personnes à interroger : _____

Questions clés : _____

Mode de consignation : ☐ Prise de notes ☐ Enregistrement ☐ Autre : _____

Observations directes

Sites à observer : _____

Éléments à consigner : ☐ Plaques d'identification, logos, uniformes ☐ Activités observées ☐ Autre : _____

Matériel nécessaire : _____

Documentation et éléments de preuve

Types de documents : _____

Méthodes de collecte : _____

Mesures de sécurité : ☐ Numérisation ☐ Sauvegarde ☐ Stockage sécurisé

OSINT

Outils et plateformes : _____

Sources à surveiller : _____

Méthode de validation : _____

5. Logistique et planification

Équipe et répartition des responsabilités : _____

Budget et ressources : _____

Calendrier et jalons : _____

Risques : _____

Mesures de sécurité : ☐ Sur le terrain ☐ Numériques ☐ Autres : _____

6. Atténuation des risques et gestion des crises

Atténuation des effets d'une crise

Risques potentiels identifiés : _____

Mesures d'atténuation prévues : _____

Plan de gestion des crises

Situations d'urgence : _____

Procédure d'alerte : _____

Communication interne et externe : _____

Appendice 2 : Formulaire de consentement des sources

À remplir avant ou après l'entretien, selon le niveau de sensibilité. À adapter en fonction de la langue locale ou des traditions orales.

Formulaire de consentement libre et éclairé

Enquête sur la criminalité organisée et la violence armée

Date de l'entretien : ____/____/____

Lieu : _____

Nom ou pseudonyme de la personne (facultatif) : _____

Objet de l'entretien

Je déclare avoir été informé(e) que le présent entretien s'inscrit dans le cadre d'une enquête citoyenne portant sur des phénomènes liés à la criminalité organisée et/ou à la violence armée observés dans ma localité, ma communauté ou ma région. Cet entretien a pour objet de recueillir des informations, des observations ou des témoignages susceptibles de contribuer à une meilleure compréhension de ces phénomènes et de leurs répercussions sur la population.

Utilisation prévue des informations recueillies

Les informations que je fournis pourront être :

- >> utilisées de manière anonyme dans des analyses, des rapports ou des documents de recherche, sans que mon nom ni aucun élément permettant de m'identifier ne soient mentionnés ;
- >> citées, en tout ou en partie, dans des publications ou des présentations, uniquement avec mon consentement explicite ;
- >> utilisées dans le cadre d'actions de sensibilisation, de plaidoyer ou de partage d'informations avec des organisations compétentes, des institutions publiques ou les médias, dans le respect des règles de confidentialité et de sécurité.

Enregistrement

Concernant l'enregistrement de l'entretien :

- ☐ J'autorise l'enregistrement audio de mes déclarations.
- ☐ Je ne consens pas à l'enregistrement de l'entretien, mais j'accepte que l'enquêteur prenne des notes pendant l'entretien.

Confidentialité et sécurité

Je comprends que :

- >> ma sécurité, mon anonymat et la confidentialité des informations que je fournis seront respectés en tout temps ;
- >> je peux refuser de répondre à certaines questions ;
- >> je peux interrompre l'entretien ou retirer ma déclaration à tout moment, sans avoir à me justifier ;
- >> l'enquêteur s'engage à ne pas utiliser mes déclarations à d'autres fins que celles décrites dans le présent formulaire sans mon consentement.

Signature du témoin ou confirmation du consentement verbal :

Signature/déclaration verbale : _____

Nom de l'enquêteur : _____ Signature de l'enquêteur : _____

Appendice 3 : Modèle de lettre de plainte officielle ou communautaire

[Fait à]: _____, le ____ / ____ / _____

À l'attention du procureur de la [République/du délégué régional/du chef de district]

[Insérer le nom de l'institution compétente]

Objet : Plainte concernant des faits présumés de criminalité organisée et d'activités criminelles connexes

Madame, Monsieur,

Nous, soussignés [nom de l'organisation/des représentants de la communauté/des personnes concernées], portons respectueusement à votre connaissance des faits graves susceptibles de constituer des infractions relevant de la criminalité organisée et portant atteinte à la sécurité et à l'ordre publics dans la localité de _____.

Les informations recueillies au moyen d'observations de terrain, de témoignages et de preuves documentaires laissent supposer l'existence d'activités susceptibles de constituer, notamment :

- >> des activités de trafic illicite (armes, marchandises ou autres biens prohibés) dans la zone de _____;
- >> des actes de violence, d'intimidation ou d'extorsion visant des membres des communautés locales ;
- >> l'implication présumée d'un réseau structuré ou de personnes agissant de manière organisée afin de faciliter ou de dissimuler ces activités ;
- >> des conséquences directes sur la sécurité de la population, le fonctionnement des activités économiques locales et la stabilité de la zone concernée.

Des informations préliminaires (témoignages, observations, documents, photographies ou tout autre élément de preuve disponible) sont jointes au présent courrier à l'appui des faits signalés.

Compte tenu de la gravité des faits exposés, nous vous prions respectueusement de bien vouloir :

1. Ouvrir une enquête judiciaire afin de vérifier les faits signalés et d'identifier les personnes impliquées.
2. Prendre les mesures appropriées afin de prévenir la poursuite de ces activités criminelles dans la zone concernée.
3. Prendre les mesures nécessaires pour assurer la protection des témoins et des membres de la communauté susceptibles d'être exposés à des risques en raison de leur coopération avec les autorités.
4. Veiller à l'application rigoureuse des dispositions légales en vigueur afin de garantir la sécurité de la population et le respect de l'état de droit.

Nous demeurons, bien entendu, à la disposition des autorités compétentes pour leur fournir tout complément d'information susceptible de contribuer à l'établissement des faits.

Dans l'attente de votre diligence, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de notre haute considération.

Nom et qualité du signataire : _____

Organisation ou communauté représentée : _____

Coordonnées : _____

Appendice 4 : Modèle de lettre aux autorités locales pour signaler des préoccupations ou solliciter une réunion

[Fait à]: _____, le ____ / ____ / _____

À l'attention [du maire/du sous-préfet/du délégué de district] [Ville/commune]

Objet : Demande de réunion afin de vous faire part de préoccupations concernant des activités présumées liées à la criminalité organisée dans la ville de [XXX]

Madame, Monsieur,

Par la présente, nous souhaitons respectueusement attirer votre attention sur une situation préoccupante observée dans notre communauté depuis plusieurs semaines et susceptible d'être liée à des activités de criminalité organisée ou à des violences qui y sont associées.

En effet, plusieurs faits signalés par les habitants et observés dans le secteur de [préciser la localité ou le quartier] suscitent une vive inquiétude au sein de la population, notamment :

- >> la présence récurrente d'individus ou de groupes armés, ou dont l'identité n'a pu être établie, dans certains secteurs ;
- >> des mouvements inhabituels de personnes, de véhicules ou de marchandises susceptibles de révéler des activités illicites (trafic, extorsion, circulation d'armes ou autres pratiques criminelles) ;
- >> des actes d'intimidation, des menaces ou un climat d'insécurité affectant les habitants et perturbant les activités économiques et sociales de la communauté.

Dans un esprit de responsabilité citoyenne, de dialogue et de prévention des tensions, nous souhaiterions pouvoir échanger avec les autorités administratives compétentes au sujet de ces préoccupations.

À cette fin, nous vous prions respectueusement de bien vouloir :

1. Organiser une réunion avec vous et/ou vos collaborateurs afin de vous présenter plus en détail les préoccupations exprimées par la communauté.
2. Diligenter une enquête sur les faits signalés afin de vérifier la nature des activités observées et, le cas échéant, de prendre les mesures appropriées.
3. Mettre en œuvre des mesures de prévention et de concertation visant à renforcer la sécurité ainsi que la confiance entre les autorités et les habitants.

Notre démarche s'inscrit dans une volonté de coopération constructive avec les autorités afin de contribuer à la préservation de la sécurité publique, de la cohésion sociale et de l'état de droit dans notre région.

Nous vous remercions de l'attention que vous voudrez bien porter à la présente demande.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de notre haute considération.

Nom et qualité du signataire : _____

Organisation ou communauté représentée : _____

Coordonnées : _____

Appendice 5 : Outils et plateformes utiles

Outils et plateformes	Utilisation recommandée
Recherche avancée Google	Rechercher par site, date, langue et mots-clés.
Wayback Machine	Consulter l'historique des pages modifiées ou supprimées et archiver des pages web en ligne.
Google Earth, Sentinel Hub, OpenStreetMap	Suivre l'évolution d'une zone au fil du temps et consulter des cartes.
OpenCorporates, Société.com, Orbis	Rechercher des informations sur les entreprises et leurs dirigeants.
Maltego, Aleph	Cartographier les liens entre des personnes, des entreprises et des lieux.
Social Searcher, TweetDeck	Rechercher des publications géolocalisées ou des jeux de données pertinents.
Intelligence X	Rechercher dans des bases de données, des documents internes et des fuites de données.
CITES, Forest Trends, Environmental Investigation Agency (EIA), TRAFFIC et autres bases de données environnementales	Accéder à des données relatives aux statistiques commerciales, à la faune sauvage, au commerce du bois et aux sanctions.
Signal	Communiquer de manière sécurisée.
Tresorit	Stocker et partager des fichiers de manière sécurisée.

Ressources

De nombreuses ressources sont disponibles pour planifier et mener des enquêtes. Nous n'en avons retenu que quelques-unes pour vous aider à démarrer.

Planification

KoboToolbox. Plateforme mobile de collecte de données conçue pour les contextes humanitaires ou les zones où la connectivité est limitée.

Security In-a-Box. Ensemble d'outils consacrés à l'éthique et à la sécurité à l'intention des enquêteurs de terrain.

Front Line Defenders. Manuel d'animation sur l'analyse des risques et la planification des mesures de protection à l'intention des défenseurs des droits humains.

Journalism 101 Toolkit. Ressources, fiches pratiques et guides sur la rédaction, la révision, le reportage et la conduite d'entrevues proposés par l'International Center for Journalists.

Datawrapper. Outil gratuit permettant de visualiser des données et de créer des tableaux et des graphiques.

Namati. État des connaissances sur l'autonomisation juridique. Panorama des données probantes.

Suivi et évaluation. Ressources et outils proposés par ALNAP pour le suivi et l'évaluation (S&E) des interventions humanitaires.

Writing with Libel in Mind (Écrire en tenant compte du risque de diffamation). Guide destiné aux organisations à but non lucratif et aux blogueurs sur la diffamation et les moyens de l'éviter.

Sécurité en OSINT. Ressources de Bellingcat sur les bonnes pratiques de sécurité en OSINT.

Centre de ressources pour les journalistes. Plus de 2 000 ressources disponibles en 14 langues, allant de fiches pratiques et de guides à des vidéos pédagogiques, proposées par le Global Investigative Journalism Network.

Guides de recherche OSINT. Guides de Bellingcat sur diverses techniques et divers outils d'enquête numérique.

Modules de sécurité du Resilient Fund. Formation pratique à l'évaluation des risques, à la sécurité numérique, à la planification des missions et à la gestion des incidents.

Éthique, sécurité et méthodologie

GI-TOC : Approche et éthique (Global Initiative Network of Experts). Normes éthiques à l'intention des chercheurs et des experts, axées sur l'intégrité, le professionnalisme et la protection des sources.

Enquête et recherche

OCCRP ID. Service permettant aux journalistes d'investigation du réseau de l'Organized Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP) d'effectuer leurs recherches rapidement et efficacement.

OCCRP Aleph. Vaste fonds d'archives regroupant des bases de données, des documents, des fuites d'informations et des enquêtes, tant actuels qu'historiques.

World Bank Open Data — Plateforme de données ouvertes de la Banque mondiale. Compilation de statistiques de grande qualité, comparables à l'échelle.

UNODC Data Portal — Portail de données de l'ONUDC. Données et statistiques thématiques de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime.

Base de données Offshore Leaks. Base de données de l'International Consortium of Investigative Journalists (ICIJ) recensant plus de 810 000 sociétés offshore, fondations et fiducies issues des enquêtes Pandora Papers, Paradise Papers, Bahamas Leaks, Panama Papers et Offshore Leaks.

